

POLLINISATION



Alexa Brunet / Transit / Pictretank

Selon un rapport des Nations unies en 2011, la mortalité des abeilles a atteint 10 à 30% du cheptel ces dernières années en Europe, 30% aux États-Unis et plus de 85% au Moyen-Orient. Imidaclopride, clothianidine, thiaméthoxame, ces molécules « néonicotinoïdes » utilisées en grandes cultures persistent longtemps dans l'environnement. Parmi d'autres,

ces pesticides représentent la cause majeure de la disparition des abeilles... et des apiculteurs. En mai 2013, la Commission européenne a péniblement pris la décision de suspendre ces trois produits après de dures négociations avec l'industrie chimique. Syngenta et Bayer ont d'ores et déjà contesté cette décision devant la Cour de justice de l'Union européenne.

Dans le même temps, la recherche appliquée nous promet des insectes artificiels pour polliniser les cultures. Pourquoi pas des robots ?
Pas grave la disparition des abeilles ! on a déjà la solution de remplacement...

APPAUVRISSSEMENT DES SOLS



Alexa Brunet / Transit / Picturétank

Le sol, un simple support physico-chimique? Ignorant la complexité de ce milieu vivant, l'agronomie industrielle a entraîné érosion, salinisation, pertes de rendements et inondations.

Un sol vit, se forme... ou meurt. Depuis l'utilisation systématique d'engrais et de pesticides, il se perd en France 40 tonnes de terre par hectare et par an. « Le sol est le fruit d'une synergie entre les argiles provenant de la roche mère et les humus provenant des débris organiques »*. Lorsque faune et flore du sol ne sont plus alimentées, le sol s'acidifie avant de se saliniser en cas d'irrigation massive. Dans un sol en bon état une à quatre tonnes de vers de terre à l'hectare permettent la formation du complexe argilo-humique. Algues, amibes, bactéries, champignons décomposent la lignine des plantes, d'où provient la formation d'humus. Il faut choisir: doper les plantes ou assurer la fertilité des terres. Sous peine de devoir chercher une autre planète...

* Claude et Lydia Bourguignon, *Le sol, la terre et les champs*, Éditions Sang de la terre, 2009.

ENTASSER POUR PRODUIRE



Alexa Brunet / Transit / Picturétank

En septembre 2013 Jean-Marc Ayrault a annoncé au Salon Space* à Rennes des mesures pour faciliter l'agrandissement ou l'installation de porcheries. Le seuil d'autorisation sera relevé de 450 à 2000 places ce qui permettra d'éviter étude d'impact, enquête publique et avis des services de l'État. Les volumes de viande porcine produite ont augmenté en Bretagne de plus de 10% entre 2000 et 2011. La course à l'exportation pourra-t-elle se faire autrement qu'avec l'entassement accru d'animaux considérés comme des machines à produire et à profits pour les gros acteurs de la filière? La France fait l'objet de deux contentieux Nitrates, reposant sur la directive 91/676/CEE. Pour non-désignation des zones vulnérables, elle a été condamnée aux dépens en juin 2013 par la Cour de justice de l'Union européenne. Elle risque aussi d'être condamnée pour ses plans « nitrates » fantomatiques.

* Salon international des productions animales.

SAISONNIERS AGRICOLES



Alexa Brunet / Transit / Pictretank

« Drogue dure des producteurs méditerranéens », il y a trente ans déjà, Jean-Pierre Berlan* qualifiait ainsi le recours systématique à l'emploi de saisonniers étrangers dans la production de fruits et légumes du sud de la France. Logée de manière précaire voire indigne, sous-payée, surexploitée, exposée aux produits chimiques, cette main-d'œuvre, d'origine

essentiellement maghrébine, est restée pendant des décennies à la merci de l'employeur pour le renouvellement d'un contrat passé à l'époque sous l'égide de l'OMI**. Désormais les saisonniers latino-américains remplacent les anciens ouvriers marocains et tunisiens mais leur état de servitude n'a pas changé: envoyés en France par des Entreprises de

Travail Temporaire (ETT) basées le plus souvent en Espagne, ils peuvent être mis à la porte du jour au lendemain s'ils ne sont pas assez productifs et dociles. La cage ne s'est pas ouverte.

* Ancien directeur de recherches à l'INRA.

** Office des Migrations Internationales.

IMPORTATIONS



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Le 29 juin 2011, dans ses propositions budgétaires pour 2014-2020, la Commission Européenne soulignait la nécessité que « le secteur agricole se prépare à une concurrence mondiale accrue et à une volatilité des prix à la fois des produits et des intrants ». Vis-à-vis des pays dits « en développement », l'UE* est fortement importatrice, même si elle y envoie 45% de ses exportations alimentaires grâce

à une politique de dumping camouflée par des aides directes intérieures qui bénéficient aussi aux produits exportés. Sans réduction de leur déficit alimentaire, ces pays continueront à mobiliser pour l'exportation des surfaces indispensables pour nourrir leurs populations. « L'UE doit cesser d'importer les produits alimentaires qu'elle peut produire, même si le rapport des prix favo-

rise les importations mais au détriment des emplois et de l'environnement, du fait des transports internationaux et internes impliqués ».**

* Union Européenne

** Jacques Berthelot, agro-économiste, *Infléchir la PAC 2014-2020 vers la souveraineté alimentaire et garantir des revenus équitables aux agriculteurs*, 24 août 2011, contact@solidarite.asso.fr

AGRO-CARBURANTS



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Nourrir les populations ou alimenter les machines ? Telle est la question que pose désormais l'orientation prise par une partie de la production agricole. Établissement financier de la filière des oléoprotéagineux (colza, tournesol, soja), Sofiprotéol est leader dans la production d'agrocarburants en France. Son chiffre d'affaires était de 5,6 milliards d'euros

en 2010, dont 2,3 milliards pour les seuls agrocarburants. Des régions entières de par le monde sont déjà devenues de véritables champs de pétrole végétal. La quantité de céréales nécessaire pour emplir un réservoir de 4x4 suffit à nourrir un être humain pendant un an. « Mourir de faim pour le « modèle exportateur » et les rentrées de devises », ce

qu'écrivait Robert Linhart* en 1980 dessine les contours d'un avenir « moderne et conquérant » pour reprendre les termes de Xavier Beulin, qui dirige la FNSEA et préside Sofiprotéol.

* Robert Linhart, *Le Sucre et la Faim*, Les Éditions de Minuit, 1980

RESSOURCES EN EAU



Alexa Brunet / Transit / Pictetank

En France, 15% des prélèvements en eau sont à usage agricole, mais l'agriculture irriguée consomme 48% du volume d'eau utilisé en période ordinaire et 79% en été. Entre 1970 et 2000, la surface irriguée a été multipliée par trois pour atteindre près de deux millions d'hectares. Le maïs grain et semence, qui s'est fortement développé en raison de l'orientation de la politique agricole, représente 50% de

cette surface. Durant les années sèches, les volumes utilisés peuvent atteindre jusqu'à 95% de la consommation globale sur certains bassins versants.*

Dans le bassin Seine-Normandie, nitrates et pesticides contaminent 40% des captages en eau potable. Depuis 1999, 332 captages ont été abandonnés pour cette raison**. La plupart des forages dans les nappes phréatiques sont soumis à un

simple régime de déclaration, le taux de non-déclaration est très élevé et les contrôles particulièrement faibles.

* Rapport du Conseil d'État : *Leau et son droit*, 2010.

** Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN), *Le préventif coûte t'il plus cher que le curatif?*, juillet 2011

PRIVATISATION DES SEMENCES



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Depuis des millénaires, la biodiversité cultivée s'est maintenue et renouvelée avec les échanges de semences permettant la sélection pratiquée par les paysans. Ainsi est né un patrimoine de plantes adaptées à la grande diversité des terroirs et à la variabilité des climats. Si, dans un futur plus ou moins proche, les variétés les plus cultivées ne sont

plus disponibles que dans leur version OGM* dans le catalogue officiel, référence obligatoire pour les agriculteurs qui veulent obtenir des aides et commercialiser des récoltes importantes, les paysans n'auront plus le choix. Les détenteurs de brevets sur les semences domineront l'agriculture mondiale et pourront développer des stratégies industrielles

indifférentes au droit à l'accès à la nourriture mais sensibles aux cours des Bourses. Les 75% du marché mondial des semences sont actuellement contrôlés par dix multinationales.

* Organismes génétiquement modifiés

CLIMAT : LE DÉFI



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Malgré les efforts déployés par les « climato-sceptiques », le réchauffement climatique s'impose comme un défi planétaire. En Europe, les émissions de gaz à effet de serre attribuables à l'agriculture représentaient en 2007, 462 millions de tonnes d'équivalent de gaz carbonique (CO₂). L'agriculture est la plus importante source de protoxyde d'azote (N₂O) qui se dégage des engrais azotés et de méthane (CH₄) dû au processus de

digestion du bétail et au stockage du fumier. Par ailleurs les activités agricoles relâchent également du dioxyde de carbone en raison de l'utilisation de fuel pour les constructions, les équipements et les machines.*

La fuite en avant technologique parie sur la manipulation du climat : modification de la chimie des océans par ensemencement en fer, pulvérisation d'aérosols soufrés dans

la stratosphère, ensemencement des nuages avec des sels d'iodure d'argent pour faire pleuvoir. Mais qui contrôlera « le thermostat planétaire » ?**

* Document de travail de la Commission européenne, *The role of european agriculture in climate change mitigation*, 23-7-2009

** Clive Hamilton, *Les Apprentis sorciers du climat: raisons et dérasons de la géo-ingénierie*, collection Anthropocène, Éditions du Seuil, 2013.

SUBVENTIONS



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Le budget de la PAC*, sanctuarisé jusqu'en 2013 par l'accord européen de 2002, a fait l'objet de dures renégociations pour la période 2014/2020 entre le Conseil, la Commission et le Parlement européen. Le compromis qui a été trouvé ne modifie qu'à la marge une répartition des aides profondément injuste, basée jusqu'à présent sur des références historiques d'avant 2002 : 78% des subventions à 22% des entrepreneurs

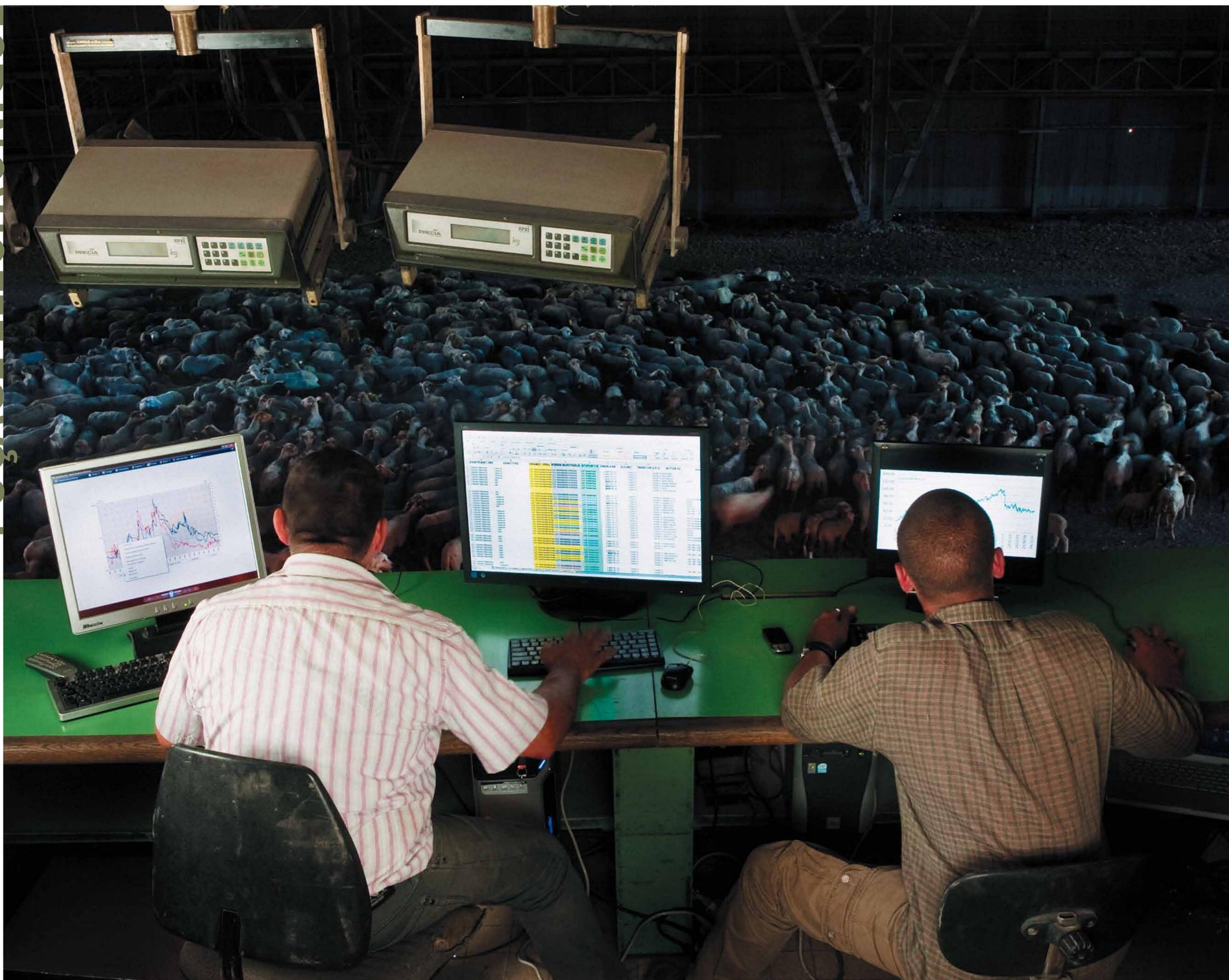
agricoles et 22% des subventions à 78% des agriculteurs, sans compter ceux qui ne touchent rien comme la plupart des producteurs de fruits et légumes. En 2005, la société anonyme Fermes françaises, productrice de riz en Camargue, a reçu un chèque de 872 108 euros. « En 2009, le prince Albert II de Monaco a reçu 507 972 euros pour ses champs de blé en France ».**

Les aides représentaient 89% du revenu agricole pour la période 2003/2007. Les ménages paient ainsi une deuxième fois pour leur alimentation.

* politique agricole commune.

** Doreen Carvajal et Stephen Castle, *La PAC, un jackpot pour les industriels*, The New York Times, in *Courrier international* n° 978.

PUÇAGE ÉLECTRONIQUE



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Au nom de la traçabilité*, il a été décidé que le cheptel ovin et caprin devait être identifié en Europe avec des puces électroniques RFID** en remplacement de l'ancienne boucle à l'oreille. Ces étiquettes réputées « intelligentes » se composent d'une puce et d'une antenne. Chaque puce possède son identifiant. L'antenne transmet par radiofréquences les

informations contenues dans la puce. Sur l'écran du lecteur portable s'inscrit le numéro d'identification de l'animal dont les données sont directement transmises à l'ordinateur: date de naissance, géniteurs, vaccinations, allaitement, etc. Devant la levée de boucliers de collectifs d'éleveurs et de bergers, la date limite de mise en œuvre de cette réglementation

a été repoussée au 1^{er} janvier 2015. Diffusion de logiciels de gestion des troupeaux, vérifications à distance, rien ne doit échapper au processus d'industrialisation de l'agriculture, devenue prestataire de services pour une usine-monde.

* cf règlement CE n°21/2004 du Conseil du 17/12/2003.

** RFID : Radio-Frequency Identification.

BIODIVERSITÉ EN DANGER



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Les messicoles, plantes associées aux moissons, vivent avec les céréales (blé, seigle, orge) depuis dix mille ans et ont accompagné les migrations de populations à partir du sud du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient. Depuis le début des années 1970, elles ont régressé en France de 30 à 70% et la majorité des espèces (coquelicot, bleuet,

nigelle, adonis, nielle) est en voie de raréfaction et beaucoup en voie d'extinction. Sécurisant l'alimentation des insectes pollinisateurs, dont les abeilles, et offrant refuge aux insectes auxiliaires contre les ravageurs des cultures (syrphes, coccinelles), elles sont victimes notamment des pratiques de l'agriculture industrielle : utilisation intensive

d'herbicides et d'insecticides systémiques dits « néonicotinoïdes » et développement des cultures d'OGM*. Le recul des messicoles, l'effondrement de l'entomofaune et le déclin des oiseaux vont de pair.

* Organismes génétiquement modifiés.

BREVETAGE DU VIVANT



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Le 6 mai 2013, la Commission Européenne a adopté trois nouveaux règlements sur les semences, la «santé des plantes» (*sic*) et les contrôles. Sous prétexte de défendre la biodiversité et de protéger les plantes, cette initiative vise en fait à placer toutes les semences sous le contrôle direct des titres de propriété

de l'industrie (certificats d'obtention végétale et brevets). Agriculteurs, jardiniers professionnels (et bientôt amateurs?) seraient contraints de payer des droits d'enregistrement et des royalties aux grands groupes qui dominent le marché mondial s'ils ressemaient des graines issues de leur propre récolte. Il serait

illégal de «cultiver, reproduire ou faire commerce» de toute semence qui n'aurait pas été «testée, approuvée et acceptée» par le Bureau de la Communauté pour la Diversité des Plantes (Community Plant Variety Office). Orwell aurait adoré...



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Les animaux considérés comme des machines dont les rouages seraient leurs organes? En un demi-siècle, le système industriel de production de viande a envahi les campagnes françaises. Sans dissimuler ses conceptions ni masquer ses objectifs. «Le bovin, cet animal pourtant bien vivant, n'est en fait qu'un appa-

reil de mesure, une chaîne de fabrication. À l'entrée, on pèse la nourriture ingérée et, à l'autre extrémité de la chaîne, on pèsera aussi les sorties. Dans cette usine vivante, on fait des prélèvements à tous les stades de fabrication grâce à des fistules. Ainsi pourra-t-on forcer et même accélérer la capacité des bœufs à

produire de la viande». C'était dans les années 1960 et l'INRA* traçait la voie royale du progrès pour le monde agricole en général et les éleveurs en particulier.

* Institut national de la recherche agronomique.

NITRATES ET MARÉES VERTES



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Août 1980 : l'association Eaux et rivières de Bretagne sonne l'alarme à propos de la prolifération des algues vertes sur le littoral. Mars 2013 : la cour administrative d'appel de Nantes condamne l'État à indemniser les communes touchées par cette invasion en raison des « carences dans la mise en œuvre

de la réglementation européenne et nationale ». Entre ces deux dates, que s'est-il passé ? La « laitue de mer » a continué à envahir les baies semi-ouvertes dont l'arrière-pays est le fer de lance de l'industrie porcine. 90 000 tonnes en 2009, nourries par l'azote des 10 millions de tonnes de lisier déversées

sur les champs des bassins versants. En se décomposant, les algues vertes dégagent de l'hydrogène sulfuré. Un gaz qui a déjà tué des sangliers et un cheval et dont tout indique qu'il est responsable de la mort d'un joggeur en 1989 et d'un conducteur d'engin de ramassage en 2009.

DISPARITION DES TERRES AGRICOLES



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Infrastructures routières (contournement d'Avignon par la liaison est-ouest), ferroviaires (lignes TGV), ou aéroportuaires (projet de Notre-Dame-des-Landes), zones commerciales (Les Portes de Gascogne près de Toulouse, société Immochan à Mont Saint-Aignan près de Rouen), projets de golfs ou de centres d'entraînement sportif (PSG à Poissy), centre d'enfouissement de déchets dans le Velay sur la zone AOC de la production de lentille, étalement urbain,

plates-formes logistiques pour le transport international (Saint-Martin-de Crau, Clermont l'Hérault)... chaque année plus de 60 000 hectares de terres agricoles disparaissent en France, soit l'équivalent d'un département tous les sept ans. En région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la surface agricole productive a diminué de 20% entre 1970 et 2000. On y comptait 490 000 résidences secondaires en 2009 contre 139 000 en 1968. Selon une étude de l'INSEE PACA, au rythme ac-

tuel de l'artificialisation des terres le département des Alpes-Maritimes n'aura plus de surface agricole d'ici une dizaine d'années et celui des Bouches-du-Rhône d'ici 25 ans.

* CDCEA: Commissions Départementales de Consommation des Espaces Agricoles.

** cf Simon Charbonneau, *Les mensonges de la croissance verte*, Reporterre, 12 février 2013.

MISE À MORT INDUSTRIELLE



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

Dans les porcheries industrielles, la mise à mort des animaux qui ne correspondent plus aux standards de production ou aux normes des abattoirs fait désormais partie intégrante du travail quotidien. Le troupeau français produit 131 200 tonnes de cadavres par an*. Ce sont les animaux boiteux et les porcelets trop chétifs.

Le « matador » qui perfore la boîte crânienne et le caisson

étanche qui gaze au dioxyde de carbone ont remplacé l'assomage à la masse pour les porcelets. Pour les gros gabarits, l'électrocution est le plus souvent pratiquée. Deux électrodes sont placées au niveau des yeux de l'animal, puis près du cœur de l'animal dont « l'opérateur » a estimé la valeur économique insuffisante. Souffrance de l'animal traité comme une machine, souffrance du salarié déjà confronté à la violence de sa

vie au travail... « *Un monde qu'on pourrait dire désanimalisé. Et donc déshumanisé* »**.

* Chevillon C., Aubry A., Rieu M., *Gestion des cadavres de porcs en France: volumes, organisation et collecte, stockage et traitement*, Techni-porc, 28-3-2005, P.3-10.

** Alain Caillé, Préface au livre de Jocelyne Porcher, *Vivre avec les animaux, une utopie pour le XXI^e siècle*, Éditions La Découverte, 2011.

PESTICIDES



Alexa Brunet / Transit / Pictetank

Au début du XX^e siècle, les fabricants d'armes chimiques utilisées pendant la Première Guerre mondiale ont trouvé un nouveau débouché avec l'utilisation des pesticides en agriculture. Avec 62 700 tonnes de substances actives vendues, la France était en 2011 en tête des utilisateurs en Europe. La vigne, avec ses 783 000 hectares, en a consommé la même année 20% pour

seulement 3,7% de la surface agricole utile. L'enquête APACHE* a mis en évidence à la fois la contamination des salariés de la viticulture et celle des riverains habitant à proximité des vignes. En mai 2014, l'épandage de pesticides a provoqué l'intoxication de 23 élèves et leur institutrice, dans le nord de la Gironde. Le 6 mai le Conseil d'État a suspendu les autorisations d'épandage

aérien en France... mais un arrêté soumis à consultation prévoit de nouvelles dérogations. La FNSEA** a manifesté pour pouvoir continuer à « travailler ».

* Analyse de pesticides agricoles dans les cheveux (Génération futures, septembre 2013).

** Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

OGM



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

La recherche fondamentale ne chôme jamais : le lapin transgénique fluorescent mis au point par l'INRA* s'appelait Alba. On ne connaît pas le nom du poisson transgénique, également fluorescent, apparu aux États-Unis en 2004. Dès 2000, le Canada s'est lancé, avec ses saumons et ses porcs transgéniques, dans la course menée par une poignée de grandes compagnies avec l'aide de la recherche publique. Mais les

plantes OGM dites « à pesticides », qu'elles les produisent ou qu'elles les tolèrent, sont prioritaires. Avec le blé, le riz, le concombre, la tomate, le prunier, la vigne, l'enjeu est de taille : « Breveter la base de l'alimentation »**. Et assurer un marché en constante expansion pour les fabricants de pesticides. Selon une étude menée dans 17 pays européens, 43,9 % des échantillons d'urine analysés chez les personnes

testées contenaient des traces de glyphosate***.

* L'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

** Gilles-Eric Séralini, *Ces OGM qui changent le monde*, Flammarion, 2004.

*** Monsanto est le premier fabricant au monde de glyphosate, commercialisé sous la marque Roundup.

DISPARITION DES PAYSANS



Alexa Brunet / Transit / Pictoretank

« Mon père avait 35 hectares et voulait vivre comme un vrai paysan, pas comme un chasseur de primes, il s'est suicidé car il ne pouvait plus vivre décemment sur sa ferme »*.

Années 1960: l'agriculture s'industrialise. Jugés incapables de s'adapter au monde « moderne », exclus des aides destinées aux agriculteurs « compétents et dynamiques », certains ne trouvent que dans une corde le moyen de protester

une dernière fois.

Quelques décennies plus tard, les agriculteurs « modernisés » empruntent souvent le même chemin définitif. Soumis à la baisse constante des prix agricoles, poussés à s'endetter pour être performants, ils sont plusieurs centaines à se donner la mort chaque année. L'InVS** estime à 20% l'excès de mortalité par suicide chez les agriculteurs par rapport à la

population française en général . Une estimation sans doute largement sous-estimée.

* Témoignage recueilli par l'auteur auprès d'une habitante de la Sarthe en 2002.

** Institut de Veille Sanitaire, *Surveillance de la mortalité par suicide des agriculteurs exploitants*, rapport de septembre 2013.